

Le revenu universel est une mauvaise réponse à une question cruciale

Jean-Marie Harribey

***L'Humanité*, 5 février 2019**

<https://www.humanite.fr/le-debat-gauche-et-au-sein-du-mouvement-social-revenu-de-base-avancee-ou-regression-667332>

La crise du capitalisme a provoqué chômage, précarité et pauvreté qui n'ont pu être compensés par le RMI, puis le RSA, la prime d'activité et tous les autres minimas sociaux. Environ 14 % de la population sont en dessous du seuil de pauvreté et près de 6 millions de personnes sont sans emploi. L'idée de verser un revenu inconditionnel, dit d'existence ou universel, est dans le débat public. Or, il se pourrait que cette proposition aille à l'inverse des objectifs affichés. Au moins trois raisons de la récuser : économique, politique et philosophique.

Économiquement, tout revenu monétaire est engendré par le travail collectif. Se pose alors la question de la répartition du revenu national, c'est-à-dire des fruits de la productivité du travail. L'idée selon laquelle la révolution informatique et robotique ferait disparaître le travail ne peut être confirmée, et, de toute façon, si tel était le cas, il n'y aurait plus de revenu à répartir. Ceux qui prônent le remplacement du travail par une « activité libre » confondent les choses utiles qui ont une « valeur d'usage » avec la valeur monétaire des biens et des services dont les revenus sont la contrepartie. Et surtout, ils ignorent que cette valeur monétaire doit être validée socialement, par le marché ou par décision politique pour produire des services non marchands.

Politiquement, les risques du revenu universel sont nombreux. Puisqu'il n'est pas possible de consacrer plusieurs centaines de milliards d'euros par an pour verser un revenu universel, il est à craindre que ce serait en diminuant d'autant la protection sociale : un revenu de base pour solde de tout compte, au détriment notamment des pensions de retraite et de l'assurance maladie. En apparence généreuse, cette proposition renvoie chacun à ses choix prétendument personnels. Elle s'inscrit donc dans un projet de société assumé par les libéraux les plus perspicaces qui ont compris le parti que le capitalisme pourrait tirer d'un nouveau recul des régulations collectives. Et le revenu universel n'améliorerait pas le rapport de force d'un individu face à son employeur, parce que celui-ci ne se construit pas à l'échelle individuelle.

Philosophiquement, derrière la proposition du revenu universel, il y a une ignorance du sens du travail et de sa place dans la société. Non seulement ses partisans croient que l'on peut déconnecter la création de revenus du travail collectif, mais ils nient ou négligent le fait que le travail reste un lieu d'insertion et de reconnaissance sociales indispensables. Dès lors, l'objectif de plein emploi doit être maintenu par la réduction collective du temps de travail, au lieu d'une sortie individuelle de l'emploi ou du temps partiel imposé dont le néolibéralisme est friand, et par une transformation écologique du système productif.

Mais la société a le devoir de répondre aux urgences sociales. Donc, non au revenu universel, même « d'activité » façon Macron, mais oui à un revenu garanti au niveau du Smic à toute personne en recherche d'emploi ou en formation, dès l'âge de 18 ans, sous condition de ressources, en remplacement du RSA et de la prime d'activité. Ce revenu garanti coûterait quelque 60 milliards d'euros par an¹, pas plus que le coût annuel des allègements de cotisations sociales sans aucun effet sur l'emploi, et bien moins que la fraude et l'évasion fiscales ou que les niches fiscales.

¹ Cf. notre chiffrage dans *Faut-il un revenu universel ?* (Économistes atterrés et Fondation Copernic, J.-M. Harribey et C. Marty coord., Éd. de l'Atelier, 2017).